

STEPHANE JULIEN

SAUVONS NOUS NOUS-MÊMES

11 NOTES DE LECTURE MILITANTES

(COMPILATION SÉLECTIVE 2004-2012)



ÉDITION NUMÉRIQUE GRATUITE

2012



Stéphane Julien, né en 1964, père de deux jeunes adultes, est enseignant du premier degré depuis 1985. Il a été secrétaire national minoritaire du principal syndicat de son secteur, le SNUipp-FSU, de 2001 à 2007. Élu puis réélu par les syndiqué-e-s sans aucun soutien, il n'a pas souhaité se présenter pour un troisième mandat et a alors aidé à l'élection d'un collègue d'une tendance syndicaliste révolutionnaire. Il anime depuis le blog *La Bataille socialiste* où il a contribué à faire connaître des textes inédits du marxisme libertaire.

SOMMAIRE

- Note de lecture de *Les patrons sous l'Occupation*
- Note de lecture d'une réédition de *Culture prolétarienne* (Martinet)
(*La Révolution prolétarienne* N°747, décembre 2004)
- La gauche révolutionnaire de la SFIO et le PSOP
(*La Révolution prolétarienne* N°748, mars-avril 2005)
- Note de lecture de *Une société à la dérive* (Castoriadis)
(2006)
- René Lefeuve pour le socialisme et la liberté, suivi d'un entretien avec J. Chuzeville
(*La Révolution prolétarienne* N°761, juin 2008)
- La critique du sport moderne par Jean-Marie Brohm
(janvier 2010)
- Entretien avec Yves Coleman : Présentation de la revue *Ni patrie ni frontières*
(*L'Émancipation syndicale et pédagogique*, mai 2011)
- Note de lecture de la brochure *A.P. (Assemblées populaires) Toulouse*
(*La Révolution prolétarienne* N°774, septembre 2011)
- Note de lecture de *Libres de le dire* (Fourest/Nasreen)
(*La Révolution prolétarienne* N°772, mars 2011)
- Les comités de défense de la CNT espagnole dans les années 30
(mai 2011)
- Le legs précieux de Paul Mattick
(*La Révolution prolétarienne* N°776 et *Critique sociale* N°20, mars 2012)
- Note de lecture de *De l'amour et des bombes* (Goldman)
(*La Révolution prolétarienne* N°776, mars 2012)

LES PATRONS SOUS L'OCCUPATION

Renaud de ROCHEBRUNE et Jean-Claude HAZERA

(Odile Jacob, 1995. collection semi-poche "Opus" en 2 volumes 1997)

Malgré un traitement plus journalistique qu'historique (plus ou moins un chapitre par entreprise familiale), et un curieux mélange d'indulgence systématique étayée sur portraits pour les patrons collabos (excuses gestionnaires, et finalement un patron reste un patron en toutes circonstances) et de dénonciation (quand même...) de l'inutilité de la logique (de l'argumentaire devrait-on dire) collaboratrice d'Etat de Vichy, ce livre a le mérite d'exister car trop peu d'historiens se sont réellement occupés du patronat français pendant l'Occupation. Si on renonce à y voir un ouvrage "scientifique", et s'il permet une lecture qui sauvegarde rétrospectivement les intérêts moraux collectifs du patronat, le livre est une mine de renseignements: stratégie(s) de l'occupant, gestion bricolée et recyclante de la pénurie de matière première, effets de la ligne de démarcation, concurrence malgré tout, militarisation des produits industriels, sous-traitance, détournements de matériels (de ciments notamment, monopolisés à 75 % par les allemands), facilités de paiements par les allemands grâce à des clauses d'armistice, distingo réquisition/livraisons volontaires, labellisation des usines privilégiées Sperr-Betriebe, etc. Certes, bien souvent le "profil psychologique" des patrons collabos sur lequel ont recentré excessivement l'ouvrage a d'autant moins d'intérêt que la structure patrimoniale des grandes entreprises et le rapport de la bourgeoisie aux outils de production sont aujourd'hui complètement différents (on retrouverait peut-être de tels esprits de maison chez quelques "moyennes" entreprises encore familiales ou introduites en Bourse sur le Second marché: mon usine avant mon pays) et qu'une collaboration économique serait désormais probablement plus "technocratique". A attitude souvent comparables, plusieurs patrons célèbres se retrouvent en prison à la Libération (Renault, Worms, Berliet), d'autres y échappent assez curieusement. Le livre aborde par ailleurs tout autant de "vrais" patrons d'entreprises familiales, des technocrates vichyssois, et des truands nouveaux riches qui n'ont pas manqué de faire fortune en profitant des circonstances, notamment du drôle de jeu mené par les allemands vis-à-vis du marché noir. On lira avec attention sur le régime vichyste proprement dit le chapitre 5 du deuxième tome sur G. Bardet, les dirigeants patronaux et la technocratie naissante. La Confédération nationale du patronat français a été dissoute mais s'y substitue au printemps 1941 un Centre d'information interprofessionnel devant coordonner les "comités d'organisation", ces paravent prétendus en dehors de la lutte de classes, justificatifs d'une exploitation patronale de salariés privés de tous leurs droits conquis depuis un siècle (syndicats et grève interdits) et aux salaires bloqués, exploitation elle-même au service de l'occupant, de son effort de guerre fasciste, de son approvisionnement en matières premières, produits et main d'œuvre.

L'exploitation des salariés pendant la guerre

La revanche par rapport aux victoires ouvrières de 1936 est claire:

Entre 1936 et le début de la guerre, des dirigeants que l'on retrouvera aux premiers rangs du pétainisme et même de la collaboration, comme Claude Georges, rêvaient déjà d'effacer les "erreurs" de l'été 1936.

La hausse totale du prix payé par le patron pour une heure de travail n'aurait été que de 27 % en moyenne. Mais surtout : " *Soudain, d'un jour à l'autre, d'un instant à l'autre parfois, pendant l'été 1936, un grand nombre de patrons français ont perdu leur autorité face à leurs employés*". L'effondrement général des droits des salariés à l'approche et en période de guerre ne reste malheureusement qu'un aspect fugacement abordé dans le livre. Le salarié n'a que son salaire pour vivre. Au delà des difficultés de vie quotidienne liée aux pénuries d'approvisionnement et à la cherté d'un marché noir qu'on découvre encouragé par les allemands, la guerre se révèle l'occasion de briser rapidement des décennies de conquêtes sociales. Dès septembre 1939 l'industrie d'armement est autorisée à pratiquer la semaine de 60 heures. Si le volume horaire redescend après l'armistice, il remonte bientôt dans les entreprises travaillant pour le Reich, les heures supplémentaires acceptées étant de toute façon mieux qu'un envoi en S.T.O puisqu'avec la loi vichyste du 4 septembre 1942 les travailleurs, recensés, et ne pouvant plus changer d'employeur sans prévenir les autorités, doivent justifier d'un travail "dans l'intérêt supérieur de la nation" pour éviter le travail obligatoire en Allemagne. Vichy ne dirige d'ailleurs pas tout en la matière: le commandement militaire allemand promulgue une ordonnance du 22 avril 1942 lui permettant de fixer les horaires de travail dans l'industrie. Les réquisitions de mains-d'œuvre, le S.T.O. s'avérant ne rencontrer que fort peu de "volontaires", deviennent un sujet d'angoisse pour

les plus jeunes ouvriers. Après la loi vichyste du 16 février 1943, les jeunes hommes nés en 1920, 21 et 22 deviennent réquisitionnés et "se *sentent traqués jusque dans la rue*" où il faut joindre une carte de travail à la présentation de sa carte d'identité. Des rafles surprennent d'abord les ouvriers dans les usines ("untels sont appelés au bureau"), mais au printemps 43 il y a des grèves, des fuites d'ouvriers, des manifestations au départ des trains. Le fabricant de machine-outils Jean Bardet recommande publiquement à ses jeunes ouvriers de prendre le maquis. Laval aurait déclaré à Fritz Sauckel, plénipotentiaire général pour le recrutement de la main-d'œuvre en territoires occupés, que *AS ne signifiera bientôt plus "armée secrète" - ainsi que l'on nommait la résistance armée - mais "armée Sauckel"* (vol.1, p. 185). Surtout, *"le travail obligatoire s'avère être un concurrent pour les patrons qui ont besoin de tout leur personnel"*. En ajoutant les quelques volontaires du début (des employeurs envoient des équipes entières sur chantiers) aux déportés et aux prisonniers "transformés" en travailleurs, on arrive à 900 000 français ayant travaillé en Allemagne pendant la guerre. Le régime nazi a en effet besoin de ses propres ouvriers comme soldats supplémentaires et se refusera, contrairement aux alliés, à recourir à la main-d'œuvre féminine en arguant du *risque couru pour leur fécondité*. Préoccupation ne s'appliquant pas aux femmes des autres pays puisque 44 000 françaises travaillent en Allemagne en 1943 et que début 44 le Pétain, apôtre de la famille, étend le travail obligatoire aux jeunes femmes de 18 à 25 ans.

L'attitude de la CGT à la Libération

Le livre aborde tout aussi fugacement en divers chapitres des attitudes de la CGT à la Libération. Si de nombreux syndicalistes dénoncent leur direction patronale en 1944-45, on trouve aussi une certaine forme plus complexe de télescopage entre la cogestion (défense de l'emploi et de la politique de reconstruction nationale) et de la participation à l'épuration d'après-guerre. Ainsi la fédération CGT des travaux publics cautionnera t-elle la poursuite d'attribution de marchés publics à l'entreprise collaboratrice Brice en négociant directement avec le ministère l'éviction (provisoire jusqu'en 1950 et sans confiscation des biens) du patron et la présence d'un délégué syndical au conseil de direction, comme dans un autre secteur chez Simca, présences qui ne feront pas long feu quand vers 1949-1950 l'épuration sera finie. Le fils Berliet, sorti de prison, retrouve ainsi ses prérogatives après un intermède de quasi gestion ouvrière lorsque l'entreprise avait été placée sous séquestre.

Aux chantiers marseillais des aciéries du Nord, les résistants CGT, qui avaient mené la grève de mars 1944, mènent à la Libération une expérience d'autogestion couverte par une décision de réquisition prise par le commissaire de la République Raymond Aubrac. La productivité augmente. Mais la direction ex-vichyste reprend les rennes en janvier 1948.

A la fin du 1er tome on s'intéressera à l'annexe *"Comment les français ont financé leur propre exploitation"* relative au remboursement des frais d'occupation par un compte colossal ouvert à la Banque de France. Les allemands étaient considérés par les patrons comme de bons payeurs sous l'Occupation, on comprendra mieux pourquoi: ça ne leur coûtait rien ! On notera aussi que la Bourse a considérablement monté de 1940 à 1942, plus de 350 %, le potentiel d'épargne n'ayant plus qu'à acheter tout ce qui pouvait se vendre: *"En 1942, il n'y avait pratiquement plus de transactions, faute de vendeurs"*. Il faut dire qu'un marché noir des transactions boursières s'était aussi mis en place pour contourner la réglementation vichyssoise (transactions seulement au comptant, actions désormais nominative...). On la vu aussi il y a quelques années dans la bulle de spéculation sur le secteur informatique- internet : révolution boursière ne saurait être seulement lue en fonction d'une santé économique tangible, mais en fonction d'une masse financière à placer ayant ses propres critères, quelque soit la pénurie (années 40) ou la dématérialisation d'une valeur (années 90).

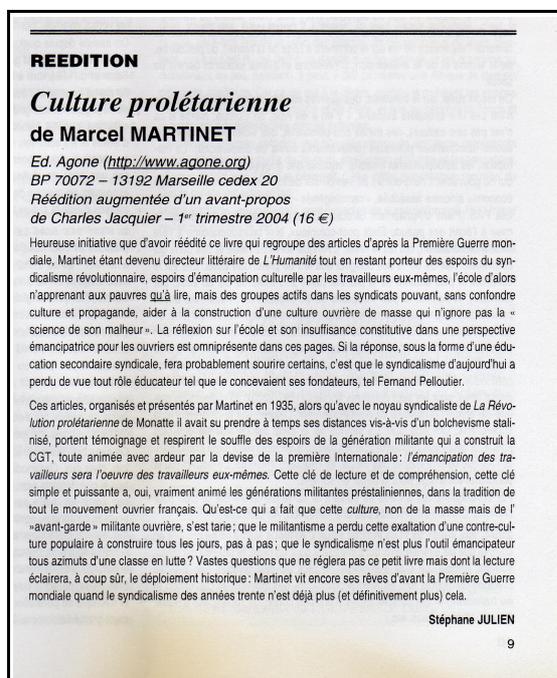
CULTURE PROLÉTARIENNE ¹

Culture prolétarienne, de Marcel MARTINET. Ed. Agone . Réédition augmentée d'un avant-propos de Charles Jacquier - 1er trimestre 2004 (16 €)

Heureuse initiative que d'avoir réédité ce livre qui regroupe des articles d'après la Première Guerre mondiale, Martinet étant devenu directeur littéraire de *L'Humanité* tout en restant porteur des espoirs du syndicalisme révolutionnaire, espoirs d'émancipation culturelle par les travailleurs eux-mêmes, l'école d'alors n'apprenant aux pauvres goà lire, mais des groupes actifs dans les syndicats pouvant, sans confondre culture et propagande, aider à la construction d'une culture ouvrière de masse qui n'ignore pas la « science de son malheur ». La réflexion sur l'école et son insuffisance constitutive dans une perspective émancipatrice pour les ouvriers est omniprésente dans ces pages. Si la réponse, sous la forme d'une éducation secondaire syndicale, fera probablement sourire certains, c'est que le syndicalisme d'aujourd'hui a perdu de vue tout rôle éducateur tel que le concevaient ses fondateurs, tel Fernand Pelloutier.

Ces articles, organisés et présentés par Martinet en 1935, alors qu'avec le noyau syndicaliste de *La Révolution prolétarienne* de Monatte il avait su prendre à temps ses distances vis-à-vis d'un bolchevisme stalinisé, portent témoignage et respirent le souffle des espoirs de la génération militante qui a construit la CGT, toute animée avec ardeur par la devise de la première Internationale: *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*. Cette clé de lecture et de compréhension, cette clé simple et puissante a, oui, vraiment animé les générations militantes prèstalinienne, dans la tradition de tout le mouvement ouvrier français. Qu'est-ce qui a fait que cette *culture*, non de la masse mais de l' »avant-garde « militante ouvrière, s'est tarie ; que le militantisme a perdu cette exaltation d'une contre-culture populaire à construire tous les jours, pas à pas; que le syndicalisme n'est plus l'outil émancipateur tous azimuts d'une classe en lutte ? Vastes questions que ne règlera pas ce petit livre mais dont la lecture éclairera, à coup sûr, le déploiement historique : Martinet vit encore ses rêves d'avant la Première Guerre mondiale quand le syndicalisme des années trente n'est déjà plus (et définitivement plus) cela.

Stéphane JULIEN



1 *La Révolution prolétarienne* N°747, décembre 2004.

“1934-39 : la gauche révolutionnaire de la SFIO et le PSOP”
Les Cahiers du CERMTRI n° 116 – 117 (mars 2005)
 10 €+ 1,40 de frais de port. C.E.R.M.T.R.I.*, 28 rue des Petites-Ecuries 75010 Paris

Il s’agit d’un numéro double d’un bulletin d’un centre de documentation qui semble proche du courant trotskyste “lambertiste” (mais ici peu importe), réunissant une sélection d’articles de cette période relatifs au courant socialiste de gauche animé par Marceau Pivert. Ces documents n’ont rien d’absolument exceptionnels (on retrouvera ainsi le *Tout est possible* figurant dans notre bibliothèque virtuelle) si ce n’est la relative difficulté de trouver actuellement de la documentation sur ce courant. En revanche, je conseillerais vivement d’acheter ce numéro pour le DVD qui l’accompagne. Il s’agit d’un film tourné par le PSOP en 1938, un film de propagande donc, mais d’un intérêt remarquable pour tout militant qui s’intéresse à l’histoire du mouvement ouvrier français. Les non-historiens seront peut-être un peu perdus, une introduction sonore et le cahier les aideront un peu à resituer le contexte. Ceux qui auront au moins lu *Front populaire, révolution manquée* de Daniel Guérin (réédité en poche dans la collection Babel depuis 1997) s’y retrouveront. Rappelons simplement que le courant pivertiste (Gauche révolutionnaire de la SFIO, puis PSOP de plusieurs milliers d’adhérents après leur exclusion du parti socialiste) constituait un pôle de jeunes marxistes qui réclamaient un Front populaire “de combat”, c’est-à-dire souhaitant pousser le plus loin possible l’avantage d’un rapport de force favorable aux ouvriers et dénonçant les ambiguïtés de l’alliance avec la bourgeoisie radicale (qui devait d’ailleurs faire tomber Blum), souhaitant aider l’Espagne (collaborant étroitement avec le P.O.U.M.) et éviter la guerre mondiale qui s’annonçait. C’est toute une autre époque qui reprend vie par l’image et le son! Manifestations et meetings, Blum levant le poing, rangées de tables au congrès de Royan, face-à-face quasi télévisuel avec Pivert; on y cotoie des côtés qui sembleront parfois un peu lourdingues de la propagande à l’ancienne, à des images frappantes d’historicité et de charme.

Vraiment, le DVD vaut la dépense, il n’y a pas à hésiter.

« 1934-39: la gauche révolutionnaire de la SFIO et le PSOP »

Les Cahiers du CERMTRI n° 116 – 117 - mars 2005 (10 € +1,40 de frais de port) - C.E.R.M.T.R.I.¹, 28 rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Il s’agit d’un numéro double du bulletin d’un centre de documentation qui semble proche du courant trotskyste «lambertiste» (mais ici peu importe), réunissant une sélection d’articles de cette période relatifs au courant socialiste de gauche animé par Marceau Pivert. Ces documents n’ont rien d’absolument exceptionnels (on retrouvera ainsi le *Tout est possible* figurant dans notre bibliothèque virtuelle) si ce n’est la relative difficulté de trouver actuellement de la documentation sur ce courant. En revanche, je conseillerais vivement d’acheter ce numéro pour le DVD qui l’accompagne. Il s’agit d’un film tourné par le PSOP en 1938, un film de propagande donc, mais d’un intérêt remarquable pour tout militant qui s’intéresse à l’histoire du mouvement ouvrier français. Les non-historiens seront peut-être un peu perdus, une introduction sonore et le cahier les aideront un peu à resituer le contexte. Ceux qui auront au moins lu *Front populaire, révolution manquée* de Daniel Guérin² (réédité en poche dans la collection Babel depuis 1997) s’y retrouveront. Rappelons simplement que le courant pivertiste (Gauche révolutionnaire de la SFIO, puis PSOP de plusieurs milliers d’adhérents après leur exclusion du parti socialiste) constituait un pôle de jeunes marxistes qui réclamaient un Front populaire «de combat», c’est-à-dire souhaitant pousser le plus loin possible l’avantage d’un rapport de force favorable aux ouvriers et dénonçant les ambiguïtés de l’alliance avec la bourgeoisie radicale (qui devait d’ailleurs faire tomber Blum), souhaitant aider l’Espagne (collaborant étroitement avec le P.O.U.M.) et éviter la guerre mondiale qui s’annonçait. C’est toute une autre époque qui reprend vie par l’image et le son! Manifestations et meetings, Blum levant le poing, rangées de tables au congrès de Royan, face-à-face quasi télévisuel avec Pivert; on y cotoie des côtés qui sembleront parfois un peu lourdingues de la propagande à l’ancienne, à des images frappantes d’historicité et de charme. Vraiment, le DVD³ vaut la dépense, il n’y a pas à hésiter.

Stéphane JULIEN

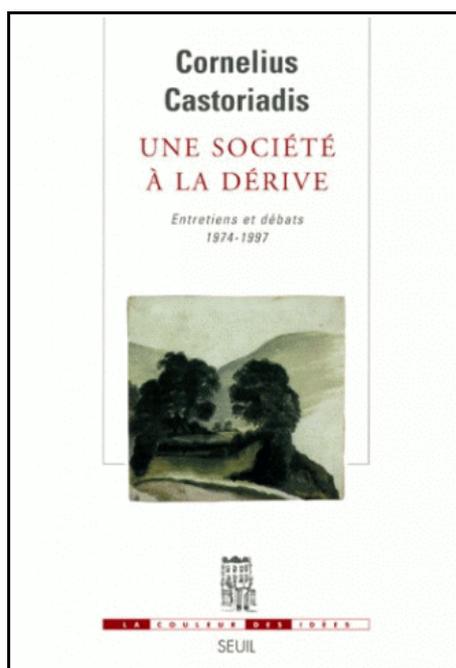
¹ Centre d’Etudes et de Recherche sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux.

² Nous en avons mis en ligne un extrait dans notre Bibliothèque virtuelle.

³ Et pour ceux qui n’auraient pas de lecteur DVD sous le coude vous pouvez télécharger gratuitement *FusionSoft* (attention pour ceux qui n’ont pas le haut débit: le setup pèse 2,96 Mo).

² Publié dans *Ensemble* n°38 et *La Révolution prolétarienne* n° 748.

UNE SOCIÉTÉ À LA DÉRIVE (CASTORIADIS)



Une société à la dérive : Entretiens et débats, 1974-1997. de Cornelius Castoriadis

Éditions du Seuil, février 2005. 22 €.

Enrique Escobar, Myrto Gondicas et Pascal Vernay nous livrent une compilation posthume d'articles et d'interventions dans des débats de Cornelius Castoriadis. L'oeuvre remplit en partie un de ses buts annoncés: démythifier une prétendue indifférence politique de Castoriadis dans la deuxième partie de sa carrière. Les textes couvrent ainsi une période qui va de 1974 à sa mort en 1997. Castoriadis a été un vrai talent. Il a avant tout été le principal penseur de la revue *Socialisme ou Barbarie* qui, de 1949 à 1965, a actualisé de façon féconde la pensée d'extrême gauche en France ⁽¹⁾. Il devait considérer ensuite le mouvement ouvrier aussi épuisé que son propre militantisme (non seulement ses organisations, mais son élan, sa théorie et le rôle des exploités dans une société qui récupère tout) et se diriger vers une carrière intellectuelle brillante, notamment à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Ce n'est pas le lieu d'aborder ici tout ce qui peut nous séparer de ses conclusions, mais rendons lui l'hommage d'avoir su poser des questions comme trop peu le firent, sur des sujets majeurs, des sujets en tout cas qui, en tant que syndicalistes critiques, sont au coeur de notre réflexion de tous les jours comme la bureaucratisation du mouvement ouvrier. Il avait su poser la réflexion sur celle-ci à un niveau d'exigence théorique qui précisait d'emblée que la notion de "trahison", si souvent évoquée et encore en 2003, n'avait pas de sens dans les rapports sociaux ⁽²⁾. Nous essayerons de trouver le temps de revenir sur ses réflexions sur ce que pourrait être une organisation non bureaucratique. On en trouve ça et là la trace, comme quand il dit (page 153): "*Est-ce qu'il s'y instaure un autre type de rapports entre les gens et leur organisation collective, faisant qu'ils la contrôlent effectivement?*" Mais une compilation de ce format, voire sur cette période, ne rendra pas forcément compte d'une telle heuristique au lecteur peu familier de Castoriadis. Le livre vise-t-il d'ailleurs un tel public? On y relèvera au moins, par plaisir, quelques citations où il montre sa clairvoyance. En 1992, il annonce avec dix ans d'avance que "*les socialistes vont se retrouver un des ces jours derrière Le Pen aux élections*". Et on ne peut s'empêcher de penser aux émeutes de novembre dernier lorsqu'il dit:

"La société est dominée par une course folle, définie par ces trois termes: technoscience, bureaucratie, argent. Si rien ne l'arrête, il pourra de moins en moins être question de démocratie. La privatisation, le désintérêt, l'égoïsme, seront partout – accompagnés de quelques explosions sauvages des exclus, minoritaires et incapables d'avoir une expression

politique”

Ce que Castoriadis entend par ” privatisation ” s’illustre bien ainsi :

” Chacun ne regarde que son cercle personnel étroit, et que la terre périclisse ! C’est ce que j’appelle la privatisation. Selon un récent sondage [en 1991], 70 ou 80 % des Français affirment qu’aucune cause – aussi juste soit-elle – ne justifie une guerre. C’est effarant. Ces gens ne réalisent pas que s’il en était ainsi, ils seraient encore des serfs. “

Ce pessimisme se retrouve dans l’extrait d’interview suivant (1986). A la question ” Combien de temps peut-on accepter d’être minoritaire ? ” (intéressante pour nous aussi au passage), il répondait :

” Je ne suis pas minoritaire ; je suis seul, ce qui ne veut pas dire isolé. J’étais seul, nous étions seuls aussi pendant toute la période de Socialisme ou Barbarie ; la suite a montré que nous n’étions pas isolés. Il est possible que tout ce que je dis et écris soit nul. Il existe toutefois une autre hypothèse, moins optimiste : que les gens aujourd’hui n’ont plus envie d’entendre, et de faire l’effort que réclame un discours qui appelle à la réflexion critique, à la responsabilité, au refus du laisser-aller. “

Enfin, pour ceux qui ont tendance à penser que le relatif retrait de l’action politique de Castoriadis avec et après la disparition de *Socialisme ou barbarie* fut aussi conditionné par une confiance excessive dans la stabilisation d’un capitalisme devenu capable d’absorber toutes ses crises, dans une période de croissance économique longue (les “30 glorieuses”), notons une évolution. S’il ne croyait pas possibles des politiques déflationnistes et un chômage de masse dans les années 70⁽³⁾, Castoriadis le reconnaît en 1995: “si un capitalisme peut marcher avec une inflation zéro, il ne peut le faire qu’en produisant du chômage“. On recommandera tout particulièrement la lecture dans ce livre d’un historique de *Socialisme ou Barbarie* aux pages 27-45; et de l’entretien paru dans l’*Evènement du jeudi* sur le mouvement de grèves de novembre-décembre 1995 aux pages 267-269.

S.J.

Il existe une bibliographie complète de Castoriadis à la page <http://www.agorainternational.org/frenchtextb.html>. Signalons parmi ses textes actuellement disponibles en ligne: [Les rapports de production en Russie](#) (1949)³ et [Les ouvriers face à la bureaucratie](#) (1956)

Notes

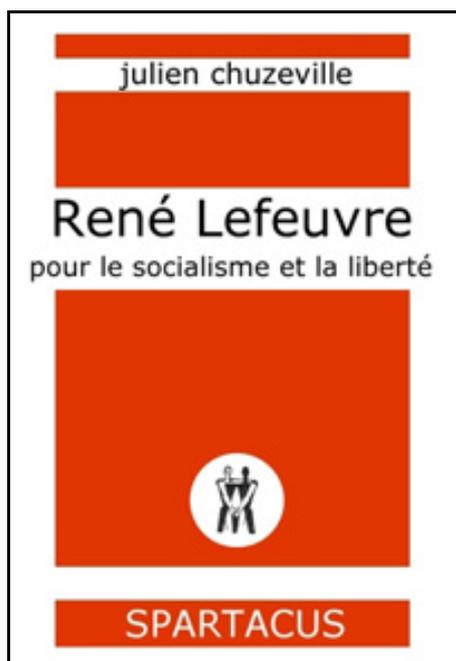
(1) Voir la [note de lecture du livre de Philippe Gottraux par Martine Vidal](#) (reprise de *L’Ecole émancipée* du 22 mars 1998)

(2) ” Il faut rejeter définitivement la théorie de la “trahison” et des “erreurs”. Cette théorie a une valeur polémique ou psychologique, mais elle est dépourvue de toute signification sociologique ou politique. Si les directions “trahissent”, il y a à cela des causes objectives; d’autant plus que le prolétariat continue à les suivre malgré ces “trahisons”. Si les directions se trompent, l’intéressant n’est pas tellement de le constater – ce qui est facile – mais de voir comment et pourquoi le prolétariat pourra un jour redresser ces ” erreurs ” (1948); “Personne ne peut trahir durablement des gens qui ne veulent pas être trahis et font ce qu’il faut pour ne pas l’être” (1959)

(3) Cf. sa préface à l’édition anglaise du *Mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne* (1974), reprise dans le tome 2 de *Capitalisme moderne et révolution* (10/18 n°1304, épuisé) notamment le passage où il invalide la “courbe de Philips” (p. 238).

3 Texte saisi pour MIA par Stéphane Julien.

RENÉ LEFEUVRE POUR LE SOCIALISME ET LA LIBERTÉ ⁴



Les Amis de Spartacus, 8 impasse Crozatier, 75012 Paris. mai 2008. 10 euros.

Julien Chuzeville a réalisé un DVD sur René Lefeuve (1902-1988), le fondateur des éditions Spartacus, accompagné d'un livret. Ce documentaire de 40 minutes assemble judicieusement témoignages contemporains (Jean-Michel Kay, Jorge Valadas...), extraits d'entretiens avec René Lefeuve et images d'archives, par exemple des couvertures quasi-légendaires des revues et brochures publiées pendant plus de cinquante ans par un militant obstiné. C'est aussi le deuxième DVD en quelques années revenant sur le courant pivertiste après celui du CERMTRI, et cela réchauffe toujours le coeur qu'en ces temps de social-libéralisme à tout crin la mémoire du socialisme révolutionnaire en France puisse perdurer et s'enrichir de nouveaux matériels.

René Lefeuve était un autodidacte militant. Maçon, commis d'architecte puis correcteur, il mettait tout son salaire dans sa revue (*Masses* puis *Spartacus*) et ses éditions, ramassait des ficelles ici ou là pour des paquets que ses visiteurs étaient invités d'emblée à emballer (« Y a des paquets à faire »). Il incarnait une force de la volonté, un militantisme authentique. Mais au-delà du dévouement de l'homme, c'est la qualité de cette oeuvre portée à bouts de bras qui importe: René Lefeuve est d'abord celui qui aura fait connaître Rosa Luxemburg en France. Il aura aussi initié un segment d'édition efficacement adapté à son souci d'éducation populaire: la brochure bon marché de haute tenue rédactionnelle (qui d'autre parle de la Guépéou en Espagne en 1938 ?). Plusieurs animateurs ou collaborateurs de la *Révolution Proletarienne* publièrent chez Spartacus: Robert Louzon, Alfred Rosmer, Simon Rubak, Raymond Guilloré, Pierre Rimbart.

Pour 10 euros aujourd'hui, ce documentaire et le petit livret qui l'accompagne permettent de découvrir une personnalité qui, discrètement, aura joué un rôle considérable dans la maturation de la réflexion à l'extrême-gauche française. N'oublions pas enfin que René Lefeuve tenait la rubrique syndicale dans *La Gauche révolutionnaire* pivertiste. Lors de la réunification CGT-CGTU, il y écrivait:

« La CGT unique sera ce que ses militants voudront en faire. [...] Le mouvement syndical doit se déterminer lui-même en pleine indépendance, sans aucune intervention de l'extérieur [...] Cette indépendance du syndicalisme ne saurait être, bien entendu, l'indépendance des dirigeants syndicaux à l'égard des syndiqués [...] Maintenant que le premier objectif: l'unité, est atteint, il importe avant tout de mettre fin à la passivité syndicale ».

Lors d'une première hospitalisation de René Lefeuve, l'Association des Amis de Spartacus avait été mise en place. Elle poursuit aujourd'hui la publication du catalogue et de nouveautés. On pourra d'ailleurs

⁴ Publié dans *La Révolution prolétarienne* N°761, juin 2008.

commander en ligne le DVD sur le nouveau site <http://atheles.org/editeurs/spartacus/> .

S.J.

ENTRETIEN AVEC JULIEN CHUZEVILLE

- Julien, tu viens de publier un DVD sur la vie et l'œuvre de René Lefeuve. Comment est venue l'idée de ce documentaire?

L'idée était de faire un film que, normalement, on ne ferait pas. C'est un militant qui ne cherchait pas à se mettre en avant, qui était très modeste : ce n'est pas « vendeur », jamais une télé ne financerait un tel projet. C'est aussi, des années 20 jusqu'aux années 80, l'histoire de la fidélité d'un homme à ses convictions. Il a fait partie de ces militants qui n'ont jamais abdicqué devant les mensonges et les reniements à la mode. Le sujet permettait aussi d'évoquer l'édition militante, et un courant de l'extrême gauche anti-stalinienne dont on parle très peu aujourd'hui.

- On voit à quel point les amis de Spartacus collaborent pleinement à ton documentaire et prennent plaisir à se remémorer René Lefeuve. As-tu rencontré toutefois des difficultés de réalisation?

Aucune difficulté du côté de ceux qui l'ont connu ; en particulier de la part des continuateurs de Spartacus, qui m'ont permis de consulter les archives des éditions. Il a été plus difficile de trouver tous les numéros des revues qu'il publiait, les collections étant souvent incomplètes. Autre problème : Lefeuve est mentionné dans pas mal de bouquins, mais souvent les informations sont fausses. Et évidemment, j'aurai aimé interroger de nombreux militants qui sont morts - à commencer par Lefeuve lui-même !

- On ne peut pas dissocier René Lefeuve de la pensée de Rosa Luxemburg et de sa diffusion en France. Quelle est pour toi l'actualité de cette pensée?

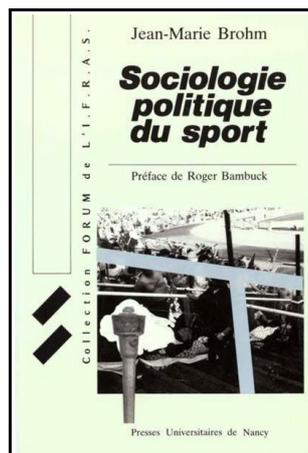
Lefeuve est arrivé dans le mouvement ouvrier à un moment où passer sous silence Rosa Luxemburg arrangeait à peu près tout le monde. Les staliniens faisaient disparaître une pensée communiste véritable et un marxisme révolutionnaire s'opposant sur plusieurs points à leurs dogmes : quand on diffuse un mensonge, il faut faire disparaître le vrai... Quand aux réformistes, ils s'étaient opposés à elle déjà de son vivant, au sein des congrès de l'Internationale Socialiste. Il fallait donc à René Lefeuve pas mal de curiosité et de courage intellectuel pour éditer et diffuser sans relâche les textes de Luxemburg à l'époque.

Pour des raisons différentes, c'est un peu pareil aujourd'hui : la pensée de Rosa Luxemburg reste à la fois une critique implacable de la société actuelle (en particulier de l'exploitation des travailleurs), et un démenti frappant des multiples mensonges du XX^e siècle (comme le capitalisme d'Etat qui est souvent appelé « communisme » : un bel exemple de la « destruction des mots » dont parlait Orwell). Les textes de Luxemburg montrent à contrario que l'emploi des mots « socialisme » ou « communisme » par l'idéologie dominante et les appareils établis sont autant de mensonges.

Ceux qui veulent le statu quo ou le retour en arrière ont tout intérêt à passer sous silence cette pensée, qui restera actuelle tant que l'exploitation et l'aliénation domineront les humains.

(Entretien réalisé par Stéphane Julien)

LA CRITIQUE DU SPORT MODERNE PAR JEAN-MARIE BROHM



C'est probablement déjà arrivé à d'autres : se surprendre à avoir mis tant de temps avant de lire un auteur dont on avait entendu parler depuis longtemps, et qu'on devinait qu'il serait intéressant. Ça a été mon cas avec Jean-Marie Brohm, célèbre critique du sport de compétition. Je n'ai jamais été sportif, j'ai même toujours négligé mon corps, et cela m'a toujours paru une évidence que les spectacles sportifs étaient les nouveaux jeux du cirque inféodés à la logique marchande. Je considérai pourtant que toute dénonciation théorisée du sport n'était guère un angle d'attaque possible du capitalisme (et il y avait bien d'autres chats à fouetter). La première fois que j'ai été salarié, j'avais seize ans et je rentrai en vélo le midi manger chez ma grand-mère. Tout le repas se passait devant le Tour de France à la télévision. Je n'avais aucune illusion sur celui-ci, le dopage etc, mais je ne voyais pas « de mal » à ce que cela passionne *malgré tout* ma grand-mère. C'est un peu comme ça que je devais considérer le sport par la suite.

J'ai donc commencé bien tard ma lecture de Jean-Marie Brohm avec sa thèse de départ : *Sociologie politique du sport* (1976). L'idée essentielle que j'en extrayais aussitôt, ce n'était pas tant sur le terrain de la critique reichienne du décorum et de la « peste émotionnelle » instrumentalisée, de la dénonciation de la manipulation politique des masses à travers la « fonction intégrative » du sport (développées dans les chapitres 2 et 3 mais prévisibles), que tout simplement la caractérisation du sport moderne : l'obsession de l'exploit mesurable. Alors que le sport antique, exercice préparant tant à la guerre qu'à un certain type de parade amoureuse, était le combat entre deux rivaux, le sport moderne vise le record quantitatif, incarne *intrinsèquement* les valeurs essentielles du capitalisme et conditionne les masses à l'intégration de ces valeurs. Le sport joue le rôle du stakhanovisme : un modèle héroïsé de performance et de productivité. Qui pourrait écarter d'un revers de main tout lien possible, dans le conditionnement des esprits par les valeurs idéologiques diffuses, entre le chronomètre du stade et celui de l'atelier ? Que le travailleur et l'athlète ne sont pas quelque-part deux figures, l'une dans l'ombre et l'autre dans la gloire, d'une réduction de l'homme à la performance quantifiable de sa production ?

Brohm perçoit le sport comme « l'institution de la compétition physique qui reflète strictement la compétition économique », tant sous le capitalisme privé que sous celui d'État des pays de l'Est de l'époque :

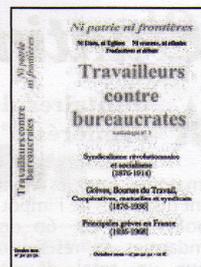
« Les sociétés dites « socialistes » sont des sociétés capitalistes d'État totalitaires. (...) le sport y est identique à celui que l'on observe dans les pays capitalistes. C'est la raison pour laquelle nos conclusions sont valables pour les deux systèmes. »

Brohm considère le *record* comme « peut-être la notion clé de la sociologie du sport, comme l'est par exemple la catégorie de la valeur dans l'analyse du Capital. » Avec un phrasé témoignant parfois de la mode néo-gramscienne (« superstructurel », « procès de production ») des années 70, écrivant dans la vague d'une contestation, notamment « anti-olympique », d'un sport trop vite considéré jusqu'alors comme « politiquement neutre », Brohm inaugurerait avec ce livre un champ d'analyse passionnant, qui nous montre qu'il n'y a jamais assez de chats à fouetter, de domaines négligés à tort par la critique.

Entretien avec Yves Coleman

Ni Patrie Ni Frontières

Une revue de formation politique contradictoire et ouverte



“Pourquoi diable rééditer de vieux textes, s'ils sont devenus ringards ? D'abord et avant tout, parce que la revue Ni patrie ni frontières est, depuis sa création en 2002, attachée à marteler une opinion simple : « les luttes sociales ont une histoire, les idées politiques actuelles ont un passé, quoi qu'en disent les charlatans... »”. L'Émancipation syndicale et pédagogique vous propose un entretien avec Yves Coleman, à l'origine de ce pari éditorial irrespectueux où le choc des cultures syndicales et politiques, extraites des polémiques où elles se sont enfermées, redevient le ferment d'un débat émancipateur.

L'Émancipation Syndicale et pédagogique : Yves, tu animes depuis 2002 la revue *Ni Patrie Ni Frontières*. Je ne connais pas d'autres exemples de revues qui "tiennent" longtemps sans groupe constitué derrière. Comment as-tu réussi ce pari éditorial ?

Yves Coleman : En fait de réussite, il s'agit plutôt de ténacité et de financement du déficit en bossant... Aujourd'hui les techniques d'impression permettent, si l'on fait des petits tirages, d'éditer des livres ou des revues. La revue a une quarantaine d'abonné-e-s, et une quarantaine d'autres exemplaires se vendent par correspondance et dans les librairies. Le projet de départ était de présenter des points de vue opposés sur les questions abordées, que ce soit le sionisme, la révolution russe, l'islam politique, la religion, la violence politique, les "émeutes" de 2005, la lutte contre le CPE, les syndicats et les bureaucraties ouvrières, etc. Assumer une sorte de formation politique contradictoire et ouverte, à partir de textes venant de traditions différentes (anarchistes et marxistes, essentiellement) **aucun groupe** n'est prêt à prendre ce risque...

L'Émancipation : Peut-on dire que NPNF est une revue de réflexion pour militants ?

Y.C. : Vu mon lointain passé marxiste, j'ai fait le choix de publier des textes anarchistes ou de groupes inclassables comme *Temps critiques* ou d'autres, surtout pour faire réagir mes camarades. Mais ce sont finalement les militant-e-s que je connaissais le moins, et vers lesquels la revue était le moins orientée (les anarchistes) qui se sont intéressé-e-s au projet. J'ai découvert un milieu militant très différent du milieu trotskyste ou néotrotskyste actuel. Les groupes anarchistes sont beaucoup plus hétérogènes, hétérodoxes, voire confus, mais ils m'ont réservé plein de bonnes surprises (et quelques mauvaises) sans qu'ils me demandent, en échange, d'adopter leurs idées.

La revue est lue surtout par des personnes vivant hors de Paris, souvent dans des petites villes. Elle leur apporte une information pluraliste sur des groupes qu'ils n'ont aucune chance de croiser, des traductions sur les réalités d'autres pays, et des débats d'idées qui ne trouvent place nulle part. Les tendances politiques des abonné-e-s sont très hétérogènes.

Il est évident que l'épaisseur du volume de la revue va à contre-courant de ce qui marche : les bouquins qui ne dépassent pas 120 pages. Mais elle ne sort que trois fois par an en moyenne. Pour ceux qui ne lisent pas beaucoup, par manque de temps ou d'envie, il y a le site mondialisme, partagé avec d'autres revues ou groupes, sur lesquels les articles paraissent au fur et à mesure.

L'Émancipation : Quels sont d'après toi les auteurs insuffisamment connus en France les plus intéressants aujourd'hui, vers lesquels l'effort de traduction en français devrait se porter ?

Y.C. : Joao Bernardo et Loren Goldner sont les noms qui me viennent à l'esprit immédiatement. Mais c'est surtout des pans entiers du mouvement ouvrier international qui sont inconnus en France : que ce soit le mouvement ouvrier en Amérique latine, le mouvement ouvrier nord-américain, l'autonomie ouvrière italienne, les commissions de travailleurs au Portugal en 1974, les luttes ouvrières en Chine, au Japon, en Irak, en Afrique du Sud, en Égypte, etc. En France, les groupes politiques ne font aucun effort soutenu de traduction, même des articles de leurs propres camarades dans d'autres pays. Les anarchistes et les marxistes gaulois croient encore à la supériorité politique du mouvement ouvrier français pronostiquée par Marx au XIX^e siècle. Quant aux universitaires ils ne s'intéressent pas au mouvement ouvrier d'autres pays, pas plus qu'à la classe ouvrière de ce pays d'ailleurs...

Les traductions publiées dans la revue pointent vers ce gallo-centrisme doublé d'une arrogance incroyable. Cela s'exprime par la pauvreté des stratégies politiques (le temps s'est arrêté en 1917 pour les uns, en 1936 pour les autres), des propositions concrètes (puisque l'on ignore la richesse des luttes des prolétaires d'autres pays), et des analyses théoriques (qui n'intègrent pas la diversité des situations nationales dans une analyse géostratégique nouvelle, ni les apports théoriques nés dans d'autres pays).

Il y a donc un travail considérable à entreprendre si l'on veut sortir de cette impasse. Et la revue est ouverte à toutes celles et à tous ceux qui en sont conscient-e-s et veulent se mettre au boulot. Un collectif de traducteurs libertaires (<http://ablogm.com/cats/>) vient d'ailleurs de se créer. Espérons que des dizaines d'autres collectifs féministes, marxistes, etc., vont aussi apparaître et stimuler la réflexion et l'action de tous.

Entretien réalisé par Stéphane Julien □

Abonnement 28€ pour 3 numéros (simples, doubles ou triples) et 54€ pour 6 numéros (idem), auprès d'Yves Coleman (sans autre mention) : 10 rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

Site internet (portail partagé avec d'autres publications) : <http://www.mondialisme.org>

BROCHURE A.P. (ASSEMBLÉES POPULAIRES) TOULOUSE 2010

116 pages. Prix libre avec minimum 1,50 € de frais d'impression. Téléchargeable sur internet à <http://saint-sernin.internationalisme.fr/IMG/pdf/brochure2-ap-201105.pdf>.

Cette brochure témoigne du travail d'un comité toulousain, avec notamment des militants de la CNT-AIT et de la Gauche communiste, qui organisait des actions en fin de manif et des cercles de discussion les week-ends pendant le mouvement de septembre-octobre 2010 et a continué d'essayer en novembre.

On y trouve distillé le postulat idéologique anti-syndical fréquent dans l'« ultra-gauche », formulé parfois même façon *Révolution internationale* comme dans ce passage de l'historique évoquant la lutte des enseignants en 2003 :

» Les enseignants, touchés par la loi de « décentralisation » (passage de 150 000 personnels personnels ATOSS à la gestion départementale ou régionale), n'ont pas su dépasser leur corporatisme, faute d'expérience et de confiance. Ils n'ont pas compris que leur pire ennemi n'était pas le CRS, le MEDEF ou TF1, mais ceux qui les conduisaient sans cesse dans l'impasse des actions bidon. » (souligné par nous, p. 9).

Il n'est pas obligé d'être « trotskyste » pour considérer que le syndicalisme n'est pas l'ennemi principal des salariés ni des mouvements sociaux et qu'il reste traversé par une tension contradictoire entre son intégration à l'État et sa fonction première le liant aux salariés : il ne peut freiner vraiment qu'un mouvement qui reflue déjà, il ne peut avant cela que contribuer à l'essoufflement par l'inefficacité d'un mouvement qui s'en est remis à lui. C'est ainsi que le mouvement de septembre-octobre 2010 a été d'un très haut niveau de mobilisation mais sans débordement du cadre de l'intersyndicale, que ce haut niveau d'abord dans les manif en septembre a contraint cette intersyndicale à accélérer le rythme de son calendrier et que la grève par procuration, qui a été le fait de la masse elle-même s'en remettant aux pétroliers, a facilité la fin du mouvement. Castoriadis disait avec raison qu'on ne peut pas parler de trahison syndicale. On trahit une fois, deux fois, on ne trahit pas tout le temps, sur des décennies, cela relève alors de quelque-chose d'autre que de la trahison, et même si cette terminologie de *trahison* n'est pas formulée en tant que telle dans la brochure j'ai le sentiment que c'est toujours un peu cette idée-là qui est en arrière-plan : l'objectif n°1 d'une lutte est-il de *contrer* les syndicats ou de *construire* un rapport de forces qui puisse au besoin se passer d'eux (meilleur moyen d'ailleurs pour les acculer à suivre) ? Pourquoi le « syndicalisme de base à coloration trotskiste » comme le dit la brochure, qui a été très actif dans ce mouvement, n'a-t-il pas permis de déborder l'encadrement par l'intersyndicale nationale ? Peut-être en partie parce que le dossier sur lequel portait la lutte, la réforme des retraites, ne relevait pas de la lutte économique à la base, où l'on contrôle son action et ses objectifs à l'échelle d'une A.G. de boîte, et que ce mouvement a montré l'incapacité de construire justement des A.G. interpro qui, sans même être forcément séparées du syndicalisme, auraient pu être un tant soit peu alternatives à celui-ci et permettre dans chaque ville de donner le sentiment de reprendre le contrôle de la lutte et de pouvoir la pousser plus loin. Chaque région, chaque secteur, a pu vivre ces choses de façon souvent très différentes. Il y a eu en certains lieux des « A.G. de fin de manif » vraiment pas sérieuses. Je ne dis pas que c'était le cas à Toulouse, je n'y étais pas, et le sentiment en lisant la brochure est qu'il s'agissait là-bas d'un effort sérieux, qui tenait compte du rapport de forces et ne jetait pas des jeunes inexpérimentés dans les bras de la répression comme on a pu le voir ailleurs. Par exemple :

» (...) nous étions autour de 150 personnes. Lorsque nous avons su que la distance était trop importante, nous avons décidé d'aller à un autre dépôt de carburant plus proche (Fondeyre), situé à 8 km. Lors de notre passage devant un chantier des ouvriers nous ont encouragé. Des cheminots qui voulaient rejoindre cette assemblée en marche ont été bloqués par la police. D'autres policiers nous attendaient près du dépôt où nous avions prévu d'aller. Et malgré certaines provocations de quelques encagoulés envers les flics qui n'attendaient qu'une occasion pour que la situation dégénère nous avons réussi à aller au bout de ce qui était possible à 150 personnes.

Nous avons demandé aux encagoulés de choisir : ou ils allaient jouer plus loin les excitateurs de flics, autrement ils participaient comme les autres à cette action de solidarité comme elle avait été décidée. » (p. 30-31)

La deuxième partie de la brochure est constituée de témoignages individuels très intéressants. On y voit notamment que même dans un cercle extra-syndical où cela aurait pu être supposé plus facile, les discussions

sur l'aliénation au travail dans une société de classe que le dossier des retraites aurait pu, aurait dû susciter (Pourquoi l'idée même de bosser deux ans de plus nous est elle insupportable ?), la parole proprement anti-capitaliste portant sur les rapports de production vécus et à contester, ont été délaissées par l'impératif d'action.

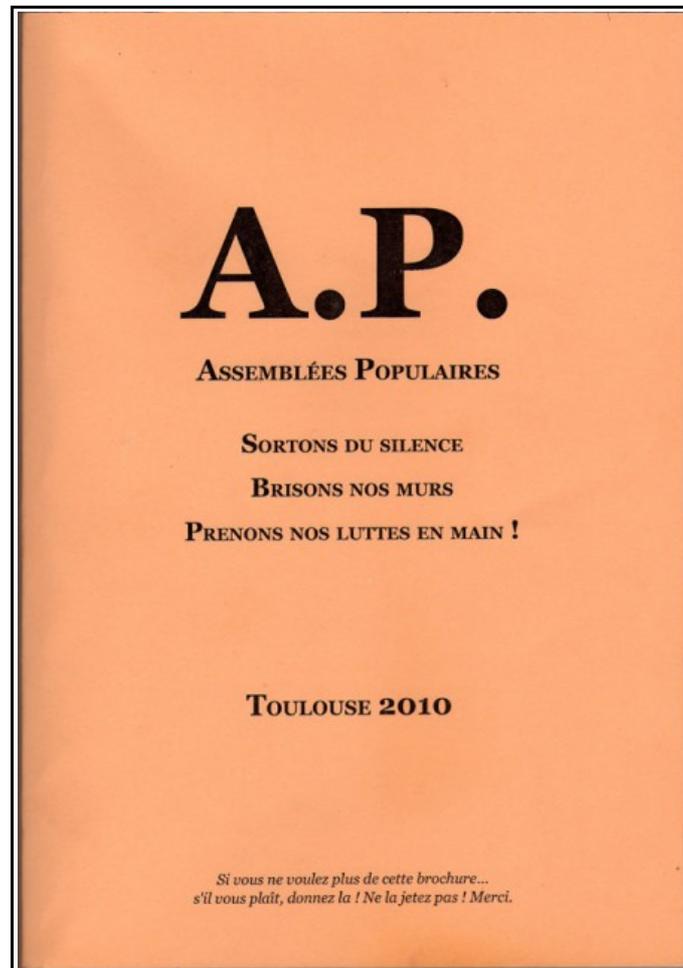
« (...) Le « bon, c'est bien joli tout ça, mais qu'est-ce qu'on fait maintenant ? » des jeunes impatients, joint à l'imaginaire révolutionnaire proposé, a enfermé, repoussé la sensation de vide qu'il fallait justement travailler: les gens avaient eu l'audace de sortir du rang, ils en étaient encore surpris et se retrouvaient, nus, face à eux-mêmes, sans mentor ni guides. Pour échapper au « et moi qu'est-ce que j'en pense, qu'est-ce que j'ose en dire ? », on proposait « et nous, qu'est-ce qu'on fait ? » (p. 59).

Cette brochure, qui se termine par la reproduction d'une série de tracts diffusés sur Toulouse à 2 ou 3 000 exemplaires, est donc un témoignage intéressant qui permet d'alimenter la réflexion des militants, y compris de ceux qui ne partagent pas forcément tous ses présupposés. C'est d'autant plus le cas que

1 – les auteurs ne donnent pas dans l'autisme grandiloquent mais font preuve de lucidité, ils savent qu'ils étaient coupés du « gros des troupes » et que « les lignes ne bougeront que lorsque nous serons capables de montrer que les AG ouvertes, unitaires, sont des structures efficaces pour la lutte » (p. 105).

2 – la coordination des AG de Tours puis Nantes n'ayant pu produire un début d'état des lieux de la diversité des AG interpro de villes dans le mouvement, qu'elles soient anti-syndicales ou non, chaque témoignage local est devenu précieux.

S.J.



LIBRES DE LE DIRE



De Taslima Nasreen et Caroline Fourest (Ed. Flammarion, 2010)

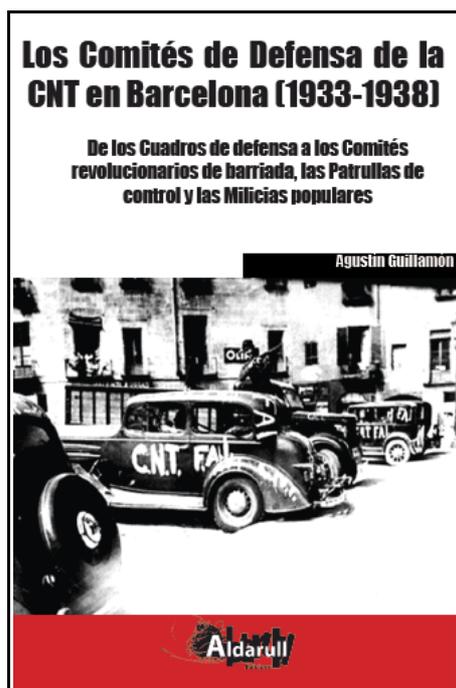
Difficile de dire si ce livre dégage le même délice de clarté à qui ne serait pas familier des questions de laïcité, questions de plus en plus complexes et à risques, n'étant pas pour ma part un lecteur innocent ou neutre puisque je m'efforce de travailler sur ces questions en simple militant depuis des années, notamment en milieu syndical. Il s'agit d'une longue conversation à deux voix, celles de Taslima Nasreen, militante et écrivain bengali vivant exilée en Europe, et de la journaliste Caroline Fourest.

Toutes les complexités du combat laïque contre le retour du religieux, du communautarisme, du combat contre les non-dits du relativisme culturel et contre l'islam politique, y compris les instrumentalisations possibles d'extrême-droite, sont abordées de façon franche et vivante, dans un dialogue qui constitue en lui-même un enjeu très intéressant : il ne s'agit pas seulement de deux femmes mais de deux vécus, de deux mises en perspectives, de deux féminismes, tant celui de Taslima Nasreen est celui de nombreuses femmes du Moyen-Orient et d'Asie qui paient très cher leur athéisme militant, à commencer par l'exil. Taslima, femme du Bangladesh victime d'une fatwa et d'abord réfugiée au Bengale occidental, en Inde, a été expulsée de ce premier exil dans un pays dont elle partageait encore la langue, et ce par un gouvernement du Bengale occidental communiste, mais avec un parti communiste indien prêt à tout pour chasser les voix de sa minorité musulmane.

Caroline Fourest présente de façon toujours limpide les nuances du paysage laïque en France, des nombreuses et difficiles questions qui s'y sont posées ces dernières années. En face, Taslima fait parfois un peu effet bulldozer, avec une franchise teintée de douleur, comme quand elle demande si dans les pays dont la grande majorité n'est pas éduquée il ne faudrait pas établir des dictatures laïques pour y libérer les femmes. C'est évidemment un des enjeux attendus des révolutions arabes en cours que nous attendons tous : la démocratie sera-t-elle ou pas un levier progressiste ?

Il faut être confiant dans le genre humain si l'on veut son émancipation : « L'obscurantisme reculera ».

S. J.



Après un article dans le N° hors série du *Monde libertaire* sur la CNT (lui-même version française d'un article paru dans un N° spécial de *Solidaridad Obrera* en janvier 2010), Agustín Guillamon publie un livre en Espagne sur les comités de défense de la CNT à Barcelone dans les années trente.

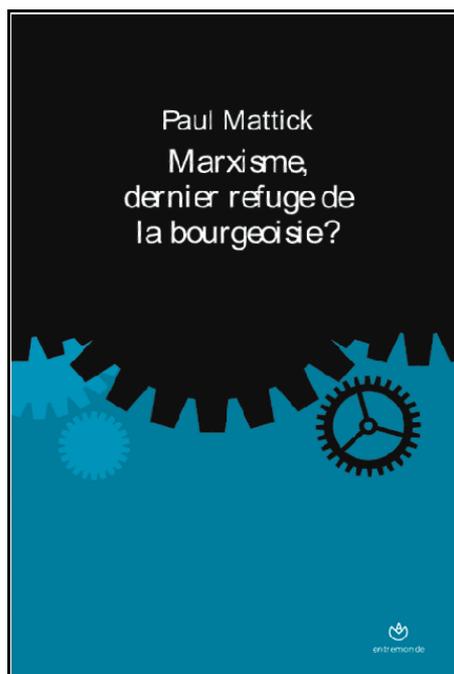
Les comités de défense de la CNT espagnole étaient des groupes armés clandestins, financés par les syndicats, composés idéalement de six militants, chacun chargé de tâches très concrètes de repérages, chaque quartier des grandes villes devant avoir son comité. Créés peu après la proclamation de la République, ils peuvent être considérés « *comme une réorganisation et une extension des groupes d'action et d'autodéfense armée des années du pistolero (1919-23)* ». Leur volontarisme insurrectionnel, et les échecs des actions de janvier et décembre 1933, les avaient rendus désarmés, avec leurs militants en prison, lors de l'insurrection d'octobre 1934. Le Comité national des comités de défense engageait dès lors une réflexion qui peut paraître étonnante pour des anarchistes : « *Il n'y a pas de révolution sans préparation (...) Cette erreur, de la confiance dans l'instinct créateur des masses, nous a coûté très cher.* »

Tirant des leçons de l'insurrectionnalisme tout en continuant un maillage organisationnel clandestin, les comités de défense contribuèrent à rendre la CNT opérationnelle lors de la révolution de juillet 1936 et à fournir des miliciens armés sur le front d'Aragon. Agustín Guillamon étudie dès lors l'évolution de ces comités et de leurs variantes et avatars, les milices populaires, les comités révolutionnaires de quartier et patrouilles de contrôle, jusqu'à leurs fins avec la militarisation des milices et l'échec des journées de mai 1937 à Barcelone. Malgré la répression de juin 1937, des comités survécurent clandestinement, publiant *Alerta!* d'octobre à décembre 1937 qui prônait la solidarité avec les prisonniers politiques, critiquait le collaborationnisme de la FAI et la main-mise des staliniens sur l'armée et l'État.

Le livre d'Agustín Guillamon, édité par une librairie barcelonaise, est de qualité, de format poche pratique et de typographie intelligente (taille et marges). Il est une contribution à la connaissance de la CNT et des forces révolutionnaires dans cette guerre d'Espagne si riche de leçons pour le mouvement ouvrier puisque qu'avant même la victoire militaire finale de Franco, le gouvernement républicain avait repris les conquêtes révolutionnaires de juillet 1936 et jeté en prison nombre de miliciens ouvriers de la première heure.

S.J.

LE LEGS PRÉCIEUX DE PAUL MATTICK



Paul Mattick - *Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie ?* (Entremonde, 2011, 20 €).

Le titre est délibérément provocateur, et la réponse est bien évidemment Non, en tout cas pour qui fait l'effort de se (re)plonger dans le marxisme authentique au lieu de suivre ses aménagement modernes, les tentatives de l'adapter « *par incorporation d'idées venues de l'économie bourgeoise* », ses emprunts dépolitisés comme moyen substitutif de palier à l'incapacité de la bourgeoisie à comprendre sa propre économie ou usurpés comme drapeau de nouvelles oppressions.

Paul Mattick était un ouvrier allemand « gauchiste » (KAPD), fils d'ouvriers, émigré aux États-Unis en 1926 où il continua de militer (aux IWW notamment). Trente ans après sa mort, il est aujourd'hui un auteur marxiste incontournable, avec notamment son analyse des crises capitalistes, sa critique du keynésianisme et plus largement des courants soi-disant marxistes qui ont perdu de vue les objectifs d'émancipation politique et économique de la classe ouvrière.

Ce livre est inachevé, c'est son dernier. Son fils homonyme l'a édité en 1983, une traduction française d'un chapitre était sortie chez Ab irato en 1998 sous le titre « De la pauvreté et de la nature fétichiste de l'économie », le reste est inédit sauf le chapitre final ajouté par P. Mattick Jr en guise de conclusion. Si l'on fait abstraction de l'objet livre, cher pour un semi-poche et mal corrigé [*], le texte mérite toute notre attention.

Sa première partie, « Marxisme et économie bourgeoise », n'est pas toujours d'une grande facilité en première lecture, mais vaut la peine qu'on s'y accroche. Elle expose les fondements de l'analyse marxienne dans une perspective obligatoirement prolétarienne, incompatible avec une domestication bourgeoise, en insistant notamment sur la théorie de la valeur et sur l'instabilité permanente de la société capitaliste :

« L'accumulation du capital est un processus dynamique qui sous-entend un déséquilibre continu. L'appropriation de la plus-value et son expansion supposent des changements constants de la productivité du travail, donc des relations de valeur et d'échange en général, aussi bien pour le travail que pour le capital. Ce n'est que conceptuellement que l'on peut considérer le système comme stationnaire, pour essayer de comprendre ses mouvements. En fait il n'y a pas de situation statique, le système s'étend ou se contracte, i n'est en équilibre à aucun moment. »

Le mythe de l'équilibre du marché par la loi de l'offre et de la demande ne tient plus depuis longtemps, au moins depuis la crise de 1929. Mais on nous le ressert inlassablement car il a une fonction dissimulatrice.

Quand l'économie bourgeoise s'intéresse avant tout à l'échange des marchandises, à la concurrence sur le marché, Marx préfère se pencher sur la production : la division entre temps de travail nécessaire et surtravail est dans toute marchandise, la « science de notre propre malheur » est là, dans la compréhension du mécanisme de l'exploitation salariale au profit d'une classe dominante.

Il ne s'agit plus comme à l'époque pré-capitaliste d'une aristocratie foncière vivant d'un surproduit agricole relativement stable et limité par la nature mais d'une bourgeoisie « accumulant le surtravail sous forme de plus-value et de capital ». Si cette accumulation « *n'a plus de limite, alors la bourgeoisie a raison: l'Histoire est arrivée à sa fin* ». Ainsi commence la deuxième partie, « Révolution et réforme », qui se lit quant à elle très facilement, revenant sur une conception, largement héritée de la vieille social-démocratie, du socialisme comme collectivisation sans abolition du salariat ; et revisitant l'histoire du mouvement ouvrier. Mattick y répond avec optimisme aux sempiternelles lamentations sur l'insuffisante conscience de classe et les mauvaises conditions subjectives : « *les révolutions doivent toujours se déclencher avec une préparation idéologique insuffisante* ».

On l'a déjà dit, ce livre c'est aussi du manque (le titre même évoque ce qui n'y est que peu), c'est ce que Mattick n'aura pas eu le temps d'écrire. Mattick Jr signale dans son avant-propos qu'une troisième partie, non écrite, aurait dû aborder les tentatives d'emprunts partiels au marxisme par les économistes de la période récente, parler des « post-keynésiens » et « néo-ricardiens ». Le livre aurait dû se conclure sur l'action révolutionnaire aujourd'hui. Cette conclusion impossible est remplacée par la reprise d'un texte publié par Spartacus en 1983 : « Le marxisme, hier, aujourd'hui et demain » [**].

On notera que dans sa notice biographique en fin de volume, Charles Reeve se risque à une intéressante évocation de la crise actuelle comme « épuisement du projet keynésien » (cela n'est pas sans rappeler un autre livre posthume, celui de Pierre Souyri). Enfin, la bibliographie en fin de volume est insuffisante.

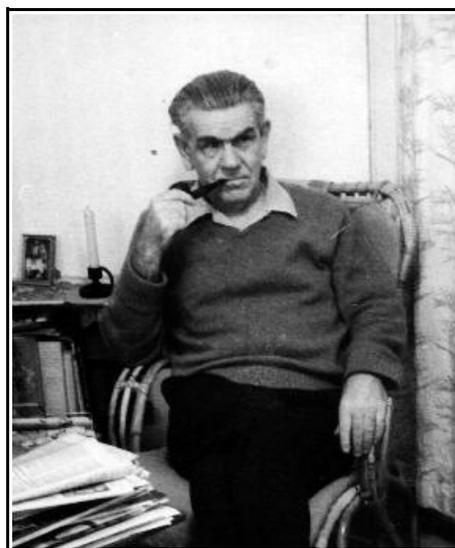
Un livre donc important, attendu, et bienvenu. Il est vraiment nécessaire dans la bibliothèque de tout-e militant-e qui n'a pas renoncé au projet d'émancipation sociale, au socialisme. Car c'est aussi ça le drame de notre époque : nombre de camarades restent au quotidien dans un travail militant honnête sur le terrain de la lutte de classe, mais de façon mécaniquement défensive. Ils ne savent plus ce que peut être un véritable projet communiste. La période de crise dans laquelle nous sommes installés des possibilités nouvelles de contestation du capitalisme. Le legs de la pensée de P. Mattick est précieux pour nous rééquiper face à cette porte ré-entrouverte.

Stéphane Julien

Notes :

[*] Le nombre de coquilles est exaspérant (ex : souvent "ne" à la place de "se", typique de ce qui est oublié par les correcteurs automatiques).

[**] Toujours disponible à <http://atheles.org/spartacus/livres/lemarxismehieraujourdhuietdemain/>.



L'AUTOBIOGRAPHIE D'EMMA GOLDMAN



De l'amour et des bombes - Emma Goldman (316 pages, André Versailles, 2011).

Il s'agit d'une réédition d'une autobiographie de la célèbre anarchiste américaine Emma Goldman, de son arrivée aux États-Unis en 1889 à son départ, déçue, de Russie soviétique en 1921. Comme avec presque tous les *reprints*, le confort de lecture laisse à désirer. Mais le texte même est formidable. Emma Goldman a une façon de parler très directe qui nous touche à toutes les pages.

Sa première conférence publique, à Rochester, est ainsi délicieuse :

« Je ne parvenais pas à me rappeler une seule de mes notes. Je dus fermer les yeux un instant et c'est alors que ce produisit une chose étrange. En un éclair, je revis les années vécues à Rochester, dans les moindre détails : l'usine Garson qui m'avait exploitée et humiliée, l'échec de mon mariage, les assassinats de Chicago (...) Je me mis à parler. Des mots qu'auparavant je n'aurais pas même osé murmurer coulaient de plus en plus vite de mes lèvres (...) Le public semblait évanoui, la salle elle-même avait disparu : seule me restait la conscience de mes paroles, de mon chant d'extase.

Je m'arrêtai. Un tumulte d'applaudissements fondit sur moi (...) Puis quelqu'un glissa : "C'était un discours inspiré. Mais la lutte pour la journée de huit heures ? Vous n'en avez rien dit !" »

Le charme d'Emma Goldman est dans sa combativité, sa franchise et sa simplicité. Infatigable conférencière, que ce soit pour la libération de militants emprisonnés ou l'information sur les méthodes contraceptives, Emma Goldman fut au nombre des anarchistes qui, lors de la Première guerre mondiale, se désolidarisèrent de Kropotkine (et de quelques autres ayant pris le parti des Alliés) pour rester fidèles à l'internationalisme.

« L'entrée en guerre des États-Unis consternait les pacifistes. Certains parlaient d'abandonner toute campagne antimilitariste. La gauche américaine s'effondrait. Nous n'étions plus qu'un petit groupe à défendre nos positions contre la guerre. »

La persévérance se conjugue parfois avec le doute :

« Je fêtai mes cinquante ans au pénitencier du Missouri. (...) cinquante ans ! Dont trente en première ligne ? Avaient-ils porté leur fruit ou m'étais-je conduite en Don Quichotte ? Étais-je poussée par ma propre turbulence ou par un véritable idéal ? »

Le gouvernement américain devait pour sa part estimer qu'il y avait des « fruits » : elle est expulsée des États-Unis avec son ami Alexandre Berkman. Elle y vivait et militait depuis 30 ans, elle doit en partir pour délit d'opinion.

Dans la Russie qu'elle retrouve en pleine guerre civile, ses sentiments sont partagés.

« La réalité de la révolution s'était révélée si différente de ce que j'avais professé que je ne savais plus faire la part du bien et du mal. Mes anciennes valeurs avaient fait naufrage : il ne me restait plus qu'à nager ou à

couler. Tout ce que je pouvais faire, c'était garder la tête hors de l'eau en confiant au temps le soin de me mener sur des rives sûres. »

L'antisémitisme ajoute ses ravages à ceux de la guerre civile. Aux survivants d'un pogrom à Fastov qui, délivrés des hordes de Denikine, priaient pour Lénine, elle leur demande « Pourquoi Lénine seulement ? Et Trotski, et Zinoviev ? » :

« Eh bien Trotski et Zinoviev sont des *Yehudim*, (...) méritent-ils d'être loués pour avoir aidé les leurs ? Par contre Lénine est un goy. C'est pourquoi nous le remercions. »

Dégoûtés par la répression de Cronstadt, Emma Goldman et Alexandre Berkman repartent de Russie le 1er décembre 1921.

Le récit est traduit de *Living My Life*, écrit en 1931. On se demande donc où est passée la décennie 1921-1931. La postface donne une explication qui laisse supposer que l'ensemble du texte a dû être comprimé :

« Malgré son succès outre-Atlantique, quel éditeur français pouvait prendre le risque de publier ce monument à la gloire d'une femme presque inconnue en France ? Aucun ne voulut entendre parler des plus de 120 pages qu'une version française intégrale aurait comptée (...) Nous avons opté pour le compromis, la presque-trahison, dans la plus totale irrévérence. »

Ce n'est pas qu'il *faill*e connaître Emma Goldman, comme le serait un chapitre supplémentaire d'un morne manuel d'histoire militante, c'est qu'elle mérite d'être lue. Espérons qu'un jour un éditeur français la publiera sans jouer des ciseaux.

Stéphane Julien

En lire plus sur internet :

- Des extraits en ligne du livre peuvent en donner l'avant-goût ici : <http://books.google.fr/books?id=5ovvhShmm9AC>.
- *Ma désillusion en Russie* complète les derniers chapitres : <http://fr.calameo.com/read/0000868666f95250853ef>.